



COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

RAPPORT ANNUEL

2014
2015

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a plus de 35 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



RASSEMBLER
POUR AIDER • AIDER POUR
RASSEMBLER

*Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales*

Québec 



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT

5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA COORDINATION	4
PROTECTION DES LOGEMENTS LOCATIFS	5
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT	8
SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE	13
DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL	14
CONCERTATION LOCALE	16
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	20
VIE ASSOCIATIVE	29
ANNEXE	35

Afin d'alléger la lecture du présent texte, nous avons utilisé le «Comité» pour le «Comité logement Rosemont».

MOT DE LA COORDINATION

C'est à nouveau avec une grande fierté que notre organisme présente son rapport annuel. Il s'agit d'un concentré des principales réalisations de l'année 2014-2015 qui reflète les résultats et qui décrit les moyens utilisés pour la mise en œuvre le plan d'action. L'organisme compte 500 membres au total; une marque de confiance et une force pour un organisme local!

En premier lieu, l'implication des militantEs a contribué à faire avancer la lutte pour le droit au logement. En ce qui a trait à la protection des logements locatifs, des membres ont organisé et animé une assemblée publique avec des sketches; d'autres ont créé et distribué un tract dans le Vieux-Rosemont. Ils et elles ont assidûment participé aux nombreuses manifestations en cette année marquée sous le signe de l'austérité. La longue liste d'actions que vous trouverez plus loin dans ce rapport en témoigne.

Quelques membres s'impliquent aussi à fond dans certains conseils d'administration : celui du Comité qui a bénéficié de la présence de personnes de qualité pour mener à bien les affaires de l'organisme; celui de l'OBNL Habitations Loggia-Pélican qui a pu compter sur la participation exceptionnelle de certaines membres pour l'avancement de ce projet d'envergure et aussi celui de la nouvelle coopérative d'habitation Rose-Main.

L'organisme soutient également la participation citoyenne en particulier avec la Priorité logement et la démarche Décider Rosemont Ensemble depuis 2008. Ce travail a été reconnu avec le prix de la Participation Citoyenne remis lors du Gala Mosaïque de la CDC de Rosemont. Au niveau de la concertation locale, l'organisme a aussi contribué à la mise en place d'une nouvelle formule pour continuer d'offrir la clinique d'impôt.

Nous avons maintenu les activités liées à la promotion dans le but d'atteindre un plus grand nombre de locataires et de les référer à notre service d'information juridique. De nouvelles opportunités se sont présentées : nous avons soutenu l'Association des Locataires du Village Olympique; nous avons tenu des kiosques dans les écoles du quartier et nous avons progressivement intégré l'utilisation des médias sociaux.

Nous sommes également impliquéEs dans les regroupements nationaux qui luttent pour le droit au logement ; nous sommes présentEs et contribuons aux instances du FRAPRU et du RCLALQ. La campagne Le logement, un droit et le Dossier Noir sur le logement et la pauvreté ont mobilisé l'équipe et les membres.

L'année s'est terminée avec une avancée notable par rapport à l'enjeu de l'insalubrité avec une stratégie d'action proposée par l'arrondissement qui devrait avoir des impacts positifs sur l'amélioration des conditions de logement des locataires de l'arrondissement.

Je termine en vous saluant pour une dernière fois. Après huit années à la coordination de l'organisme, j'ai décidé de conclure cette aventure et d'en commencer une nouvelle. C'est un milieu de vie que je quitte, une famille qui m'a permis de grandir personnellement, solidairement et professionnellement. Je vous dois énormément et vous en remercie tout autant.



Martine Poitras, coordonnatrice

PROTECTION DES LOGEMENTS LOCATIFS

La campagne amorcée en 2013-2014 s'est poursuivie au niveau local avec les groupes de Montréal membres du RCLALQ et avec les éluEs. Le Comité et ses membres ont continué à interpeler les citoyenNEs et les éluEs au cours de l'année sur cet enjeu. Que ce soit lors des conseils d'arrondissement, des élections municipales et à d'autres occasions, les préoccupations des membres en matière de protection des logements ont été constamment communiquées. Tout ce travail de militance et de défense des droits a porté fruit. Les résultats de la campagne sont décrits ci-après.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET MOBILISATION LOCALE

ASSEMBLÉE PUBLIQUE À ROSEMONT : MON LOGEMENT N'EST PAS À VENDRE



Assemblée publique contre les conversions

Le 2 avril 2014, un groupe de sept membres du Comité, accompagné de la stagiaire en travail social, a invité les résidentEs de Rosemont à s'informer sur les enjeux entourant la gentrification et la conversion des immeubles locatifs en condos. La protection du parc de logements locatifs étant l'une des priorités de l'année, le groupe de militantEs s'est penché sur les moyens à entreprendre pour informer et mobiliser les résidentEs par rapport à cet enjeu. Dans un premier temps, ils et elles avaient distribué plus de 4000 tracts et apposé des affiches invitant la population à cet évènement.

L'assemblée publique, en plus d'être une soirée informative sur les problématiques liées à la conversion en condo, avait pour objectif de faire connaître les recours et les moyens à entreprendre pour contrer, individuellement ou collectivement, ce phénomène de plus en plus répandu dans le quartier. Pour ce faire, le groupe de membres a réalisé des sketches représentant les situations vécues par les locataires victimes de la conversion en condo, a fait une présentation théorique des problématiques spécifiques qu'apportent les conversions et a animé une période de discussion en groupe sur les actions et solutions possibles qui fut fort enrichissante. Cette expérience représente un exemple unique de prise en charge par les militantEs.

MANIFESTATION DEVANT UN IMMEUBLE EN CONVERSION

Pour faire suite à l'assemblée publique, une action tintamarre et un point de presse ont été tenus le 16 avril en face d'un immeuble du quartier présentement en processus de conversion. D'une part, cette pratique réduit le nombre de logements locatifs dans le quartier et, par conséquent, entraîne une hausse du coût moyen des logements. D'autre part, le non-respect du droit au

maintien dans les lieux force les locataires à l'exode vers des quartiers plus éloignés du centre. Des membres du Comité et quelques personnes venues d'autres quartiers ont pris publiquement position contre la conversion et des victimes de cette pratique ont témoigné. Cette action a été couverte par des médias rosemontois et montréalais.

LA DISTRIBUTION DE TRACTS SUR LES REPRISES DE LOGEMENT ET ÉVICTIONS



Affichettes contre les reprises et évictions

En décembre 2014, le Comité logement a mené une campagne d'information dans le Vieux-Rosemont, secteur particulièrement affecté par la perte de logements locatifs. Environ 2000 dépliant invitant à communiquer avec nous ont été distribués de porte en porte aux locataires aux prises avec une reprise de possession de leur logement par leur propriétaire. Suite à cette initiative, 37 locataires victimes de

ce problème ont fait appel au service d'information juridique du Comité, une augmentation de 38 % par rapport à l'an dernier.

MÉMO JURIDIQUE SUR LES DROITS DES MUNICIPALITÉS

L'organisme a pris connaissance du mémo concernant les pouvoirs, compétences et obligations des municipalités en matière de protection du parc locatif, notamment la copropriété indivise. Ce mémo juridique a été déposé par le Comité logement Petite-Patrie en septembre. Par la suite, un membre de notre CA a questionné le maire d'arrondissement en lien avec ces responsabilités.

LUTTE À LA CONVERSION EN CONDOS

APPUI DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Motion d'orientation

Nous avons sensibilisé les éluEs de l'arrondissement à cet enjeu. Ils ont déposé une motion, le 8 avril 2014, en faveur de la préservation du parc locatif qui se lit comme suit :

« QUE l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie appuie la motion de préservation du parc locatif, afin de demander au gouvernement du Québec de mieux encadrer et baliser les articles de la Loi (Code civil du Québec) concernant l'indivision afin de préserver le parc locatif. »

Lettre à M. Moreau, ministre des Affaires municipales et responsable de l'habitation

Le maire Croteau a fait parvenir une lettre à M. Moreau pour demander des pouvoirs supplémentaires dans le but de régler la conversion en condos indivises. Il fait aussi mention des pouvoirs nécessaires pour modifier les procédures d'éviction afin de mieux protéger les locataires victimes d'abus. Dans cette lettre, le maire reconnaît que les conversions ont un impact direct sur la population à faible revenu en limitant l'accès aux logements abordables.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI VISANT À PROTÉGER LES DROITS DES LOCATAIRES AÎNÉES

Après avoir travaillé sur la protection des logements en collaboration avec la députée provinciale de Gouin, Françoise David, nous avons appuyé le dépôt d'un projet de loi visant à protéger les aînéEs des évictions et reprises de logements qui sont de plus en plus courantes. La stagiaire en travail social a accompagné la députée à l'Assemblée nationale, le 27 mai, pour le dépôt du projet de loi.

RENCONTRE À LA VILLE DE MONTRÉAL

Avec des représentantEs des groupes montréalais du RCLALQ, la coordonnatrice a pu exposer la problématique de la conversion de logements locatifs en copropriétés indivises à M. Coppeman, responsable de l'habitation au conseil exécutif de la Ville en juin 2014.

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

Faire la promotion du droit au logement, c'est informer et mobiliser. C'est rendre accessible et compréhensible l'information. C'est également réclamer des gouvernements et autres instances de pouvoir qu'ils agissent pour créer les conditions nécessaires au respect de nos droits et assurer l'accès à un toit pour tous et toutes.

CAMPAGNE CONTRE LES HAUSSES DE LOYERS

En février 2015, nous avons distribué 2000 dépliants portant sur la procédure à suivre afin de refuser une augmentation de loyer abusive aux locataires du quartier. Ensuite, 161 locataires nous ont contactés pour effectuer un calcul d'estimation de leur augmentation de loyer en fonction des indices d'ajustement annuels de la Régie du logement.

Nous avons contacté des quinze organismes du quartier pour leur offrir une rencontre d'information sur les droits des locataires en période de hausses de loyers. Six d'entre eux ont répondu à notre appel. Nous avons rencontré leurs membres et distribué 300 dépliants et des affiches.

Des étudiantes de 2^e année au baccalauréat en travail social à l'UQAM ont contribué à la campagne avec la tenue de deux kiosques : au Petit Marché de l'Est avec une faible affluence et au comptoir alimentaire des Compagnons de Montréal, fréquenté par plus de 50 personnes.

ACTIVITÉS GRAND PUBLIC

Nos efforts pour faire connaître nos services, promouvoir nos activités et appeler à participer à nos espaces d'implication sont constants. Nous réalisons des kiosques et visitons les groupes communautaires et autres organisations du milieu. Nous affichons dans l'espace public et créons les occasions de rencontres avec la population en distribuant des affichettes dans des espaces publics ou en porte-à-porte.

En 2014-2015, plusieurs kiosques ont été tenus :

- 14 juin - Fête des aînés, Parc Molson
- 6 septembre - ÉcoFête, Parc Molson
- 13 novembre - École Sainte-Bernadette-Soubirous
- 20 novembre - École Saint-Albert-le-Grand
- 10 mars - Clinique d'impôts, Centre Lafond



Kiosque, Fête des aînés

ATELIERS DE FORMATION

Les formations de groupe représentent un moyen privilégié visant à diffuser largement les informations essentielles pour savoir défendre ses droits en tant que locataire et pour pouvoir

accéder à un logement social ou communautaire. Le contenu et la durée sont adaptés aux besoins des groupes et en fonction du vécu des personnes participantes.

Les thèmes de 2014-2015 :

- Droits, obligations et recours des locataires
- Logement social, ses formes et comment y entrer?

Par rapport à l'année précédente, la demande est demeurée constante. Près de 430 personnes ont assisté aux séances, ce qui représente un taux de 55 % de présence par rapport aux inscriptions enregistrées. Sept organisations du milieu (comités de locataires, hébergement pour femmes, insertion sociale et employabilité, groupe de soutien pour les pères) ont été visitées. La satisfaction témoignée nous conforte sur la pertinence de ces ateliers.

De plus, l'approche participative, qui permet de débusquer des situations vécues de non-respect des droits, mène à des références au service aux locataires pour l'accompagnement dans les recours à prendre, une autre force observée. Plus encore, elle a donné l'occasion de réfléchir collectivement aux conditions du [non-] respect du droit au logement. De nombreuses personnes sont ainsi sensibilisées et choisissent de devenir membres du Comité pour soutenir notre mission de promotion et de défense du droit au logement pour tous et toutes.

SOUTIEN SPÉCIFIQUE

Avec le développement immobilier d'envergure à proximité du Village Olympique, les locataires subissent de nombreux désagréments et sont également victimes d'augmentations de loyer abusives. Nous avons répondu à la demande d'aide de l'Association des locataires du Village Olympique (ALVO) en rencontrant à deux reprises les membres de son Conseil d'administration afin de leur fournir de l'information et des modèles de mise en demeure. Nous avons également offert un atelier d'information sur les droits des locataires et les augmentations de loyer aux membres de cette association.

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES

Celles du Comité

- Bulletin d'information des membres *Le Baux-Fixes* – 4 parutions
- Cahiers de la Table des requérantEs -7 éditions
- Articles et calendrier des activités sur le site Internet

Celles des partenaires et regroupements

- Articles mensuels dans le *Porte-voix*, bulletin de la démarche Décider Rosemont ensemble 2
- Annonces périodiques dans *Les Brèves*, bulletin mensuel d'information de la CDC Rosemont
- Une contribution indispensable au logement social, mémoire sur la contribution au secteur du FRAPRU.

Nos publications thématiques sur les enjeux du droit au logement et les droits des locataires demeurent disponibles au local et via notre site Internet. Elles suscitent toujours un grand intérêt et de nombreuses demandes d'accès.

SITE INTERNET ET PAGES FACEBOOK

Site Internet

Notre site Internet comitelogement.org est régulièrement mis à jour et totalise 10 281 visites pour un total de 26 484 pages consultées en 2014-2015. Le site monappart.ca a définitivement été mis hors ligne et son contenu a été transféré sur notre site conformément au dernier plan d'action.

Page Facebook du Comité logement Rosemont

Pour une deuxième année, le Comité a maintenu sa présence sur les réseaux sociaux. La page Facebook de l'organisme rejoint en moyenne 50 à 100 personnes par publication. Les nouvelles concernant nos actions et les campagnes concertées avec nos regroupements rejoignent des sommets de 300 personnes.

Page Facebook « Non à la gentrification de Rosemont »

En soutien à l'initiative d'un membre actif du Comité, nous avons créé une page Facebook dédiée au processus de gentrification du quartier. Nous y publions du contenu photographique afin de documenter le phénomène. Équipés d'une caméra et d'une Communauto, nous faisons le tour du quartier pour mettre une partie de la gentrification en image. Les sujets qui nous intéressent sont principalement des sites de développement de copropriétés divisées et surtout les logements locatifs convertis en copropriétés indivises. Nous surveillons également la démolition d'immeubles de type « shoebox », véritables « marque de commerce » du quartier. Nous avons effectué 5 sorties dans le quartier à différents moments de l'année. Nous avons couvert plusieurs secteurs chaque fois. La page a obtenu 107 mentions « J'aime ».

LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET AUTRES

- 16 avril 2014 - Perte de logements locatifs dans Rosemont : action locale pour revendiquer une meilleure protection du parc locatif et dénoncer la conversion
- 13 mai 2014 : Les comités logement de l'Est de Montréal veulent de l'argent pour le logement social dans le budget 2014-2015.

- 18 juin 2014 - 1^{er} Juillet et déménagements : Un logement salubre et en bon état dès le début du bail
- 18 novembre 2014 - À Rosemont, un nombre grandissant de locataires paie un pourcentage trop élevé de leur revenu en loyer
- 11 mars 2015 - Les propos du maire Croteau sur la gentrification
- 21 mars 2015 - Le Comité logement Rosemont manifesterait pour la survie du logement social : participation à une manifestation nationale prébudgétaire à Québec - FRAPRU

DÉPLIANT CORPORATIF

Il n'y a pas encore de nouvelle version du dépliant corporatif. Nous avons jugé nécessaire de revoir l'ensemble des outils de communication avant d'éditer un nouveau dépliant.

COUVERTURE MÉDIATIQUE

- 16 avril 2014 - Article du journal Métro en version électronique. Couverture de la manifestation contre les copropriétés indivises dans Rosemont.
- 16 avril 2014 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version électronique. Couverture de la manifestation contre les copropriétés indivises dans Rosemont.
- 22 avril 2014 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier. Couverture de la manifestation contre les copropriétés indivises dans Rosemont.
- 15 mai 2014 - Encadré et photo dans le journal Métro. Couverture de la manifestation subrégionale dans le cadre de la campagne prébudgétaire provinciale.
- 27 mai 2014 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier. Couverture de la manifestation subrégionale dans le cadre de la campagne prébudgétaire provinciale.
- 16 septembre 2014 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier. Couverture du 30^e anniversaire de la coopérative d'habitation La Marinière. Activité de sensibilisation aux enjeux de la fin des conventions.
- 30 septembre 2014 – Article du magazine *ruemasson.com* en version papier. Le logement, nerf de la guerre – L'accessibilité au logement est au cœur de la question de l'embourgeoisement.
- 25 novembre 2014 - Première page du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* sur le dossier noir du logement dans Rosemont. Un article sur le besoin de logements sociaux dans le quartier. Un article sur la crise du logement dans Rosemont.
- 28 novembre 2014 - Article de magazine *ruemasson.com* en version électronique. Couverture de la soirée du dévoilement des données du Dossier noir du logement dans Rosemont.



La Une du Journal de Rosemont sur la crise du logement dans le quartier

REPRÉSENTATIONS

AUPRÈS DES ÉLUÉS DE ROSEMONT

- Rencontres avec Françoise David pour le projet de loi sur la protection des aînés, avril et mai 2014.
- Quatre membres de l'organisme présentés au souper annuel de Mme Boutin-Sweet, députée fédérale de Hochelaga, avril 2014.
- Présence du maire d'arrondissement à la présentation du Dossier noir sur le logement et la pauvreté du FRAPRU, novembre 2014.
- Présence à la Table des élus regroupant le maire d'arrondissement, les députés provinciaux de Gouin et de Rosemont, les députés fédéraux de Rosemont et de Hochelaga, présentation de la Stratégie locale en matière d'inclusion de logements sociaux et de lutte à la pauvreté, 20 mars 2015.

AUTRES

- Rencontre avec le responsable de l'habitation au comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Coppeman, avec une délégation des groupes montréalais du RCLALQ, 26 juin 2014.

SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

HORAIRE ET RESSOURCES HUMAINES

Offert gratuitement aux locataires du quartier, le service d'information juridique a été disponible 28 heures par semaine, soit du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 13h à 17h. Le travail a été assuré par un salarié du Comité, assisté de trois stagiaires étudiantEs en droit à l'Université du Québec à Montréal durant deux trimestres.

LE NOMBRE ET LE TYPE D'INTERVENTIONS

La porte d'entrée du service d'information sur les droits et obligations des locataires est notre ligne téléphonique. Nous estimons entre 3000 et 5000 le nombre d'appels reçu annuellement spécifiquement pour des demandes d'informations sur la loi. De ce nombre, 294 personnes ont obtenu un rendez-vous personnalisé en 2014-2015. La rédaction de mises en demeure compte pour 67% des interventions. Les rendez-vous pour la rédaction d'autres documents ainsi que pour des conseils et l'obtention de lettres types et de formulaires totalisent 23% de l'achalandage, tandis que 10% des locataires ont été reçuEs pour préparer leur audition à la Régie du logement. Près d'une centaine de locataires ont contacté le service aux locataires par courriel.

LES PROBLÈMES DE LOGEMENT DANS ROSEMONT

Comme par les années précédentes, les travaux à effectuer au logement constituent la majorité des cas rencontrés au service (34%), suivis de près par les problèmes liés à la salubrité avec 24% des interventions (vermine, humidité excessive et moisissures). Les troubles de voisinage et les plaintes pour bruit excessif comptent pour 20% des litiges traités. Les cas de locataires victimes de harcèlement sont restés stables à 15% de l'achalandage. Les 7% restants représentent des cas de problèmes de logement divers (paiement du loyer, cessions de bail et sous-location, accès au logement par le locateur, etc.).

LE PROFIL DES USAGERS ET USAGÈRES DU SERVICE AUX LOCATAIRES

Les locataires qui n'ont pas accès à l'aide juridique comptent pour 62% des usagers et usagères du service et la tranche d'âge des 35-54 ans est majoritaire avec 43% de l'achalandage. Les personnes célibataires comptent pour 54% de celles qui ont utilisé le service. Quant au profil socio-économique des usagers et usagères, les travailleurs et travailleuses sont majoritaires dans une proportion de 41%. Notons que les québécoisEs d'origine représentent 69% des personnes qui ont utilisé le service en 2014-2015.

DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

LE PROJET DES HABITATIONS LOGGIA-PÉLICAN

C'est au courant de l'année 2014-2015 que le projet Pélican aura véritablement pris son envol. Les travaux de construction ont débuté au mois de mai 2014. La durée prévue des travaux est de 16 mois et la livraison de l'immeuble par le promoteur est prévue pour septembre 2015. À partir de ce moment, les premiers et premières locataires pourront investir leur nouveau logement. Le processus de sélection a débuté au mois de novembre 2014. La sélection des locataires des 71 logements du Volet 1 (50 à 65 ans) a été complétée au début du mois de mars 2015. C'est à ce moment que le comité de sélection a commencé à rencontrer dans le cadre d'entrevues les futures locataires du Volet 2 (65 ans et plus) qui compte 108 logements.



Visite du chantier des Habitations Le Pélican

Quatre personnes du Comité ont siégé au Conseil d'administration de l'OBNL Loggia-Pélican : trois membres désignéEs par la Table des requérantEs et une personne de l'équipe de travail. Pour l'année 2014-2015, ces personnes ont participé à 9 rencontres du Conseil d'administration, 7 rencontres du Comité de sélection et 5 rencontres du comité de mise en marché. Deux des administratrices ont joué un rôle prépondérant dans le processus de sélection. Une administratrice a participé à 22 rencontres de chantier avec le promoteur, l'entrepreneur et les architectes.

LA COOPÉRATIVE FAMILIALE ROSE-MAIN



Les membres fondatrices de la coop

Le projet de coopérative Rose-Main a reçu son engagement conditionnel en 2014. Cela signifie que les 60 unités de logement engagées ne sont plus menacées par les coupures dans le financement du programme AccèsLogis. Le noyau fondateur est formé de membres du projet Sur la Main, du Comité logement et de requérantEs issues de la liste de Bâtir son quartier. Ce groupe fondateur se rencontre sur une base mensuelle. Le Comité a soutenu le projet en fournissant des salles pour les rencontres qui sont tenues le soir. Une rencontre pour faire le point sur le processus d'identification des membres fondateurs et fondatrices s'est tenue en mai 2014. Deux représentantEs du

Groupe de ressources techniques Bâtir Son Quartier ainsi que 2 membres de l'équipe de travail du Comité ont pris part à cette rencontre.

FIN DU FINANCEMENT FÉDÉRAL DU LOGEMENT SOCIAL EXISTANT

Le gouvernement fédéral continue de mettre fin aux subventions qu'il verse depuis des décennies aux logements sociaux existants. Dans le quartier Rosemont, c'est 28 projets coopératifs qui verront leur financement prendre fin lorsque leur convention d'exploitation arrivera à terme. Cela se traduira directement par des augmentations de loyer importantes pour les locataires à faible revenu qui y habitent. Le Comité logement a participé activement à la campagne du FRAPRU Le logement un droit, qui réclame entre autres la poursuite du financement par le gouvernement fédéral. Une coopérative de Rosemont a profité de son 30^e anniversaire pour tenir une activité de sensibilisation sur le sujet. Deux représentantes du Comité ont participé à l'événement auquel prenait également part le député fédéral de Rosemont

LES DEMANDEURS ET DEMANDEUSES DE LOGEMENT SOCIAL

Les ménages locataires qui cherchent à améliorer leurs conditions de logement sont encore très nombreux dans Rosemont. Ces ménages peuvent s'inscrire sur la liste des requérantEs de logements sociaux du Comité. Lorsqu'un projet de logement communautaire se développe, ces ménages peuvent être convoqués par un comité de sélection pour une entrevue. Un organisme à but non lucratif d'habitation du quartier, Les Habitations Communautaires Loggia, sélectionne ses locataires à partir de notre liste. Il arrive également que des coopératives nous contactent pour qu'on dirige vers eux des ménages. En 2014-2015, près de 100 ménages requérants ont été sélectionnés pour le projet Le Pélican de l'OBNL Les habitations Loggia-Pélican.

Profil des requérants

Ménages sans enfants	885	57 %
Petites familles	444	28 %
Grandes familles	237	15 %
TOTAL	1 566	100 %
Requérants éligibles à une subvention	1 371	88 %
Nombre de nouvelles requêtes en 2014-2015	200	13 %

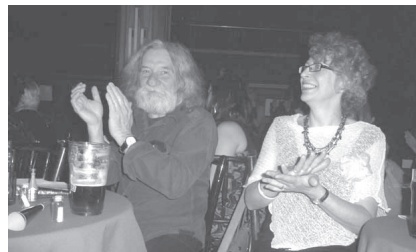
CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT

Le Comité contribue à la vie associative de son regroupement local et participe à des actions concertées.

LES ACTIVITÉS ET ÉVÈNEMENTS SPÉCIAUX :

- Gala Mosaïque : Nous étions présentEs à cet évènement de célébration des 25 ans d'audace collective, sans modération, pour souligner l'apport des organismes membres de la CDC au développement social du quartier, tenu le 2 mai 2014. Avec fierté, l'organisme a reçu le prix Participation citoyenne. (Voir les détails à la section Participation citoyenne.)
- Concerto Expresso : Lieu d'échange et de réseautage pour les membres et partenaires de la CDC avec la présence des éluEs; 7 rencontres. Invitation des organismes à participer à la manifestation contre l'austérité du 31 octobre 2014. Demande d'appui à la campagne du RCLALQ Assez d'être mal logéEs et présentation des outils de la campagne Hausse de loyer.
- Formation par les pairEs sur l'univers des communications : Participation et contribution; 4 rencontres.
- Fête de la famille : Participation 24 mai 2014; activité ludique et sensibilisation au droit au logement.
- Magasin Partage de Noël, semaine du 15 au 18 décembre 2014 : Contribution de l'équipe et distribution de dépliants sur la hausse des loyers.
- Rassemblement de la Coalition en sécurité alimentaire, participation le 26 novembre 2014; sensibilisation à la défense de droit.
- Assemblée générale annuelle, participation 19 juin
- 5 à 7 de la rentrée en septembre 2014 et de début d'année en janvier 2015.



Gala Mosaïque

CLINIQUE D'IMPÔTS : UNE NOUVELLE FORMULE

Divers changements ont provoqué la fin du service offert dans le quartier depuis plusieurs années : des coupures de services de l'Agence du Revenu du Canada et le désengagement du CSSS. Le Comité a répondu à l'appel de la CDC et s'est joint au collectif de 7 organismes mis sur pied pour revoir la formule dans le but d'offrir la clinique d'impôts aux ménages à faible revenu

du quartier. La coordonnatrice a joué un rôle de premier plan, en particulier pour la journée d'inscription qui a eu lieu le 10 mars 2015. Pour une première, l'opération s'est bien déroulée avec le dépôt de documents pour la préparation de 160 rapports d'impôts. Le collectif a tenu 13 rencontres.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

La table de concertation sectorielle pour le logement social est composée de 7 organismes de la CDC; elle a comme mandat d'être un leader pour le développement du logement social dans notre quartier. La coordonnatrice représente le Comité au BRIC; elle fait partie du Comité de coordination (COCO) de cette table. Elle est aussi déléguée par la Table au Conseil d'administration de Bâtir son Quartier (BSQ), le Groupe de Ressources Techniques qui siège au BRIC et qui accompagne les promoteurs communautaires dans le développement des projets.



Membres du CA de Bâtir son quartier, dont Martine Poitras

- Rencontres régulières du BRIC : 6
- Rencontres du COCO : 6
- Rencontres du Conseil d'administration de BSQ : 10

Les principaux dossiers :

SITES POTENTIELS – TERRAINS VACANTS OU IMMEUBLES À CONVERTIR

Après avoir analysé le potentiel des propositions soumises par les citoyenNEs de la Priorité logement qui avaient quadrillé le quartier, le BRIC a retenu 3 sites : Alphonse Desjardins, Secteur Angus et Solotech. L'étape suivante est d'obtenir des engagements pour le développement de logements sociaux ou des réserves de terrains

Site Alphonse Desjardins

Malgré le suivi et les représentations, il y a peu d'avancement et toujours pas d'engagement. Les négociations traînent entre la Commission scolaire et la Ville de Montréal pour l'acquisition du site en vue de l'agrandissement du Centre de loisirs et la construction d'une coopérative d'habitation. Le conseiller de district a sollicité des lettres d'appui et le BRIC l'a fait parvenir au responsable de l'Habitation à la Ville de Montréal. Les élections scolaires du mois de novembre n'ont pas accéléré le processus et nous attendons toujours le résultat de la négociation avant de faire des propositions de développement à l'arrondissement.

Site de la Société de Développement Angus

La négociation avec ce promoteur immobilier représente un défi de taille. Bien qu'elle soit une actrice dans le développement socioéconomique du quartier, la SDA n'a pas fait de propositions intéressantes d'inclusion de logements sociaux sur son site de la rue Molson en se contentant d'offrir 15 % de logement social, soit le minimum exigé par la stratégie d'inclusion de la ville de Montréal. Le BRIC a quant à lui proposé d'égaliser les proportions entre le logement social (coop et OBNL) et le logement abordable de la SHDM (condos privés) établi à 40 % des unités qui seront développées.

LES PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

Loggia-Pélican : OBNL d'habitation de 179 logements en construction sur la rue Molson

Les membres du BRIC sont restés informés du projet qui a progressé rapidement à partir de la première pelletée de terre de mai 2014.

Coopérative Rose-Main : Coop d'habitation de 60 logements près du site SDA

L'équipe de BSQ a accompagné le comité fondateur de la coop au cours de l'année. Le BRIC est resté informé de ce projet qui est grandement ralenti en raison d'un litige concernant la vente du terrain.

GENTRIFICATION

Le BRIC avait prévu d'appuyer l'organisation d'un Concerto de la CDC sur le thème de la gentrification. Cette activité n'a pas eu lieu en raison des autres enjeux qui ont occupé les organismes, en particulier celui de l'austérité.

LES ÉLECTIONS SCOLAIRES

Par manque de disponibilité, le BRIC n'a pas fait d'intervention lors de la soirée d'échange réunissant les candidatEs aux élections scolaires. Ce sont des membres de l'organisme présentEs à la soirée qui ont interpellé les candidatEs au poste de commissaires.

HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Le Comité est membre de cet OBNL d'habitation qui possède 225 logements dans le quartier et il délègue 2 personnes au conseil d'administration, la coordonnatrice et une requérante. En plus d'assister aux réunions régulières du CA, elles ont contribué à l'élaboration et au dépôt du certificat de conformité qui doit être approuvé par la Société d'habitation du Québec. Le partage de ressources et les liens avec l'OBNL affilié Habitations Loggia-Pélican, l'entretien des immeubles et la fixation des loyers sont les dossiers qui ont été suivis de près par la délégation CLR.

- Conseil d'administration : 8 réunions
- Comité exécutif : 2 réunions
- Assemblée générale annuelle de l'OBNL Habitations Loggia-Pélican : présence le 6 novembre

TABLE DE L'EST

La Table de l'Est qui réunit des organismes membres de la CDC et les éluEs du secteur n'a tenu aucune rencontre au cours de l'année.

PROJET SUR LA MAIN

Avec le Comité des partenaires qui regroupe six organismes, le Comité a poursuivi pour une onzième année le soutien à ce projet de lutte à la pauvreté et exclusion sociale dans l'ouest du quartier. Ce sont les citoyenNEs du secteur qui, accompagnés par un agent de milieu, mènent des activités pour l'amélioration des conditions de logement, pour l'employabilité et les loisirs pour les enfants. Deux changements majeurs ont ponctué cette année : la fiducie du projet sera maintenant confiée à la CDC de Rosemont et le contrat de l'agent de milieu, M. Baudouin Kutuka, n'a pas été renouvelé. Les différentes sources de financement ne sont pas assurées pour la prochaine année. Nous prévoyons poursuivre notre implication au comité des partenaires.

- Comité des partenaires : 6 rencontres
- Comité des résidents : 3 rencontres
- Gestion du projet : 6 rencontres

LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ DES LOGEMENTS

Le travail de concertation amorcé depuis deux ans avec les acteurs et actrices du milieu porte ses fruits puisque l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie a manifesté son désir de travailler de concert avec l'ensemble des intervenantEs (Comité logements, CSSS, Tandem, etc.) afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de salubrité du parc locatif. Ainsi, après une rencontre avec l'arrondissement et plusieurs échanges en 2014-2015, une stratégie locale dont les objectifs vont dans le sens de nos revendications a été proposée par la mairie et l'administration de l'arrondissement. Il est notamment question de la nomination d'un inspecteur ou d'une inspectrice attitréE aux cas d'insalubrité, de faciliter l'accès aux rapports d'inspection pour les locataires et de tenir des cliniques d'information dans les immeubles.

De plus, avec les groupes montréalais du RCLALQ, nous avons fait pression sur la ville-centre pour exposer la situation problématique des immeubles insalubres et le laxisme dans l'application du Règlement.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

REGROUPEMENTS NATIONAUX

LE REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC

Vie démocratique et associative

Le Comité logement s'est impliqué activement au regroupement national en 2014-2015. Nous avons renouvelé notre participation à l'instance exécutive du RCLALQ, le Comité permanent pour le droit au maintien dans les lieux, laquelle a tenu cinq réunions visant à l'application des décisions votées lors des assemblées générales.

Le Congrès de mai 2014 et les assemblées générales de septembre 2014 et de janvier 2015 ont permis d'élaborer une campagne d'une durée de deux ans intitulée « Assez d'être mal-logé.e.s! » qui porte sur le droit fondamental à un logement sain, sécuritaire, accessible et bon marché pour tous les ménages locataires du Québec. Nous avons participé à cinq actions et rassemblements du regroupement en 2014-2015.



Les groupes montréalais du RCLALQ

Les 12 groupes montréalais membres du RCLALQ, avec l'appui de la permanence du regroupement, se dotent d'un plan d'action pour obtenir des gains en matière de lutte à l'insalubrité et de protection des logements locatifs. Comme ces deux enjeux sont identifiés comme priorités de l'année à Rosemont, la coordonnatrice a participé aux rencontres et actions menées pendant l'année pour un total de 6 rencontres.

Sur la salubrité, des intervenantEs ont posé des questions lors des séances du Conseil de Ville et nous avons réagi par communiqué au dévoilement du plan d'action de lutte à l'insalubrité de la ville. Nous avons rencontré le directeur de la Santé publique qui menait une consultation en vue de son rapport annuel qui va faire état du lien entre logement et santé. L'année s'est terminée sur la préparation d'une tournée du Montréal insalubre.

Sur la conversion des logements locatifs, la rencontre avec M. Coppeman a mené à la mise sur pied d'un Comité de travail sur l'indivision de la Direction de l'habitation et à un projet de recherche.

LE FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN

Vie démocratique

Les groupes membres du FRAPRU se sont réunis en Assemblée générale 4 fois entre septembre 2014 et mars 2015. Le Comité y a envoyé une délégation de militantEs accompagnée par un administrateur et un salarié du Comité à chaque assemblée. Ces dernières ont servi à préciser le plan d'action voté lors du Congrès tenu en juin 2014.



Délégation du CLR à l'AG du FRAPRU, janvier 2015

Le Congrès

Pour le 34e Congrès du FRAPRU, le Comité a envoyé une délégation formée d'une personne salariée, d'une administratrice et d'un militant. Cette importante rencontre s'est tenue au Campus Notre Dame de Foy située à Saint-Augustin-de-Desmaures près de Québec. La campagne « Le logement, un droit » a été adoptée. Cette campagne a deux grandes priorités de travail, soit la lutte auprès du gouvernement du Québec en vue d'obtenir 50 000 nouveaux logements sociaux sur cinq ans et la lutte auprès du gouvernement fédéral en vue d'obtenir le maintien des subventions dans les logements sociaux réalisés avant 1994 ainsi qu'un nouveau financement pour le développement du logement social. Huit membres du Comité ont tenu une rencontre préparatoire en mai 2014 afin de prendre position avant le Congrès. Lors de ce 34e Congrès, un membre de l'équipe de travail a été élu pour siéger au Conseil d'administration du FRAPRU pour un second mandat. Il a participé à 6 rencontres du CA dont 5 à titre de trésorier.

La campagne *Le logement, un droit*

Le Comité a participé activement à cette campagne en informant et mobilisant ses membres sur les enjeux soulevés par cette campagne. Nous avons reçu la visite en novembre 2014 d'un membre de la permanence du FRAPRU venu dévoiler et commenter les données du *Dossier noir du logement dans Rosemont*. Quelques dizaines de membres ont pris part aux deux grandes actions prébudgétaires de novembre 2014 et mars 2015. La campagne culmine avec l'organisation d'un camp à durée indéterminée au centre-ville de Montréal à la fin de mai 2015. Un administrateur et un membre de l'équipe de travail du Comité ont participé à 5 rencontres entre novembre 2014 et mars 2015.

Les groupes de Montréal du FRAPRU

Les groupes logement de Montréal membres participants du FRAPRU se sont réunis 5 fois en 2014-2015 pour échanger sur des dossiers propres à la métropole québécoise. Une personne de l'équipe de travail a été déléguée pour participer à ces rencontres. Les groupes de Montréal ont organisé un « souper spaghetti » devant l'Hôtel de Ville en juin 2014 afin d'interpeller l'administration municipale sur la possibilité de mettre en place un programme d'acquisition et de réservation de terrains. Une vingtaine de membres du Comité ont participé à cette activité. Les groupes montréalais ont rencontré le nouveau responsable de l'habitation afin de discuter avec lui de la stratégie d'inclusion et du fonds de compensation.

Une coalition subrégionale réunissant les Comités logement de St-Léonard, Montréal-Nord, Mercier, Hochelaga-Maisonneuve et Rosemont s'est mise en place pour organiser une action ponctuelle dans le cadre de la campagne prébudgétaire de mai 2014. Une visite au bureau de la ministre de la Justice a été organisée. Quinze membres du Comité y ont participé. Un énorme panneau a été décoré par les participantEs.

AUTRES LUTTES SOCIALES

COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS

Depuis avril 2014, un vent morose et austère souffle sur le Québec. Le Comité a participé activement aux activités organisées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Deux membres de l'équipe de travail étaient présents à une formation sur les alternatives fiscales. Le nouveau savoir acquis a été partagé avec les membres du Comité lors de l'assemblée logement d'octobre 2014. Plusieurs membres du Comité ont participé à la manifestation du 31 octobre à Montréal ainsi qu'à la semaine d'action tenue en février.



Manifestation unitaire pour dénoncer les mesures d'austérité

COLLECTIF REFUSONS L'AUSTÉRITÉ

Les membres du Comité ont également répondu à l'appel du Collectif refusons l'austérité en participant à l'action organisée le 29 novembre à Montréal. Un membre de l'équipe de travail a également accompagné la délégation du FRAPRU lors d'un rassemblement tenu à Québec organisé par ce collectif qui réunissait plusieurs acteurs qui oeuvrent au progrès social.

RODCD

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) a été actif cette année avec des enjeux cruciaux : le financement et la reconnaissance des groupes, la modification des protocoles d'entente avec le bailleur de fonds SACAIS, la révision des programmes de l'état et la révision de la loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme.

Ce sont nos regroupements nationaux (FRAPRU et RCLALQ) qui sont membres du RODCD. Nous avons voté en faveur d'une campagne « Les droits, ça se défend » qui inclut des actions pour le rehaussement du financement. Une manifestation montréalaise de la TROVEP en décembre 2014 a lancé cette campagne.

PARTICIPATION CITOYENNE

GALA MOSAÏQUE, PRIX PARTICIPATION CITOYENNE

Le Comité logement Rosemont a reçu le prix Participation citoyenne lors de la 2e édition du Gala Mosaïque organisée par la CDC de Rosemont pour souligner l'apport exceptionnel des organismes communautaires et compagnies artistiques au développement social du quartier. Ce prix témoigne de l'implication soutenue des membres de l'organisme, des citoyenNEs qui participent aux nombreuses activités entourant notre mission de défense des droits des locataires et de lutte à la pauvreté. Il récompense nos efforts soutenus pour favoriser la participation citoyenne, entre autres, par des activités de sensibilisation et d'information et par les espaces d'implication et d'engagement que nous aménageons. En particulier, soulignons le rôle de porteur de la Priorité logement que le Comité assume depuis 2008.

PRIORITÉ LOGEMENT

Le Comité anime la priorité logement, visant à « favoriser l'accès au logement social, abordable et varié », issue de la Démarche de concertation Décider Rosemont ensemble, 2e édition pour le développement social et la lutte à la pauvreté.

La gentrification de Rosemont : enquête et paroles citoyennes

Cette année, l'enjeu de la gentrification du quartier a retenu notre attention et canalisé nos énergies. Les citoyenNEs ont exprimé le besoin de se documenter pour comprendre le phénomène dont ils et elles ressentent les effets dans leur vie et leur environnement.



Présentation Dossier noir du logement, 18/11/2015

À l'automne 2014, le groupe a fait appel à François Saillant du FRAPRU pour présenter le Dossier noir : Logement et pauvreté au Québec. Avec les statistiques du quartier Rosemont, tirées de l'Enquête sur les ménages (2011), M. Saillant, a fait référence à une nouvelle crise du logement. Les problèmes de logement et la force de l'oppression vécue ont été témoignés par le public. L'événement a rassemblé 42 personnes et est disponible en version intégrale sur le compte YouTube du Comité logement.

En janvier 2015, nous avons entamé une recherche d'envergure. Une trentaine de citoyenNEs se sont impliqués dans les deux sous-comités chargés d'analyser des articles scientifiques et de récolter des témoignages auprès de la population de Rosemont. La volonté était de mieux cerner ce qu'est le phénomène de gentrification, d'en comprendre les causes et mécanismes et de mettre en lumière ses impacts sur la vie des locataires. Évidemment, l'espoir est qu'une fois documenté, le problème soit [re]connu par la population, les éluEs et les autres acteurs et actrices qui façonnent notre quartier.

L'équipe de consultation populaire a multiplié les occasions de rencontres avec les RosemontoisEs dans le cadre d'événements publics et communautaires. Près d'une cinquantaine de personnes, majoritairement locataires à faibles et modestes revenus, ont répondu à notre questionnaire. Une assemblée logement spéciale a également été organisée dans le cadre du mois de la nutrition et animée en collaboration avec la Coalition en sécurité alimentaire afin d'explorer les impacts de la gentrification sur les défis de la sécurité alimentaire. Les témoignages et observations recueillis concordent avec les informations relevées dans notre revue de littérature. Le croisement de l'ensemble des témoignages avec les informations scientifiques compilées reste à compléter avant de pouvoir publier nos résultats d'enquête.

ÉCHO DU BILAN MITIGÉ DU MAIRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT

Notre implication dans les débats électoraux au palier municipal au cours de l'année 2013-2014, tout comme notre participation régulière à la période de questions au conseil d'arrondissement ne sont pas passées inaperçues. C'est ainsi que le maire Croteau s'est fait questionner sur les nombreuses critiques qui lui sont adressées en matière de logements dans une entrevue octroyée au Journal de Rosemont du 27 janvier 2015.

RENCONTRES RÉGULIÈRES

15/04/2014	Les défis du développement de logement social et la nécessité d'une réserve de terrains avec Yann Omer-Kassin de Bâtir son quartier	12 personnes
20/05/2014	Bilan des actions 2013-2014 et évaluation	23 personnes
16/09/2014	Propositions d'action et préparation au Parking Day	17 personnes
21/10/2014	Validation de la stratégie d'action et exploration sur l'enjeu de la gentrification	20 personnes
20/01/2015	Mise en place des sous-comités de recherche	23 personnes
03/02/2015	Réaction au bilan du maire et diffusion de la vidéo du 18 novembre 2014	13 personnes
17/02/2015	Appel au quartier pour contribution à notre enquête et travail de sous-comité	13 personnes
03/03/2015	Travail de sous-comité et planification des premières entrevues	13 personnes
17/03/2015	Travail de sous-comité et premiers faits saillants de la consultation populaire	10 personnes

COMITÉ SPÉCIAL D'ACTION

07/04/2014	Stratégie d'actions pour une réserve de terrains	5 personnes
05/05/2014	Validation et bonification de la stratégie d'actions	6 personnes
02/06/2014	Préparation pour le dépôt d'une motion en faveur d'une réserve de terrains pour le logement social à l'Arrondissement	5 personnes
26/08/2014	Préparation Parking Day	7 personnes
09/10/2015	Analyse des idées d'actions et formulation d'une stratégie	6 personnes

LES MANIFESTATIONS ET ACTIONS :

LOCALES

02/04/2014	Assemblée publique d'information Mon logement n'est pas à vendre au Centre Lapalme	30 personnes
16/04/2014	Action de visibilité et point de presse pour dénoncer la perte de logements locatifs par la conversion en condo	40 personnes
13/05/2014	Mobilisation au Conseil d'arrondissement pour le dépôt d'une motion à l'Arrondissement en faveur d'une réserve de terrains	3 personnes
19/09/2014	Parking Day	8 personnes
30/09/2014	Présence au lancement de RueMasson sur la gentrification	8 personnes
18/11/2014	Présentation dossier noir logement et pauvreté au Québec - invité F. Saillant (FRAPRU)	42 personnes
16/02/2015	Présence à la soirée sur la protection du parc de logements - (Projet Montréal Sud-Ouest)	3 personnes
10/03/2015	Clinique d'impôts - Consultation populaire	3 personnes
24/03/2015	Épicerie solidaire - Consultation populaire	5 personnes
29/03/2015	Troc-tes-trucs - Consultation populaire	3 personnes



Assemblée publique contre les conversions, 02/04/2014



Action contre les conversions, 16/04/2014



Parking Day, 19/09/2014



Présentation Dossier noir du logement, 18/11/2015

RCLALQ

24/04/2014	Manifestation nationale de la « journée des locataires » tenue à Montréal	21 membres
23/10/2014	Action à Montréal sur les problèmes à la Régie du logement	6 membres
27/10/2014	Lancement de la campagne « Assez d'être mal-logé.e.s! » à Montréal	4 membres
18/02/2015	Action pour le contrôle des loyers devant les bureaux du ministre Moreau à Châteauguay	5 membres
17/03/2015	Action devant les bureaux de la Régie du logement à Montréal	9 membres



Action du 18/02/2015



Manifestation du 24/04/2014



Action du 23/10/2014

FRAPRU

14/05/2014	Manifestation subrégionale prébudgétaire à Anjou	15 personnes
16/05/2014	Manifestation nationale prébudgétaire à Québec	15 personnes
16/06/2014	Souper spaghetti à l'hôtel de Ville de Montréal	22 personnes
20/10/2014	Manifestation sur les enjeux fédéraux	17 personnes
05/11/2014	Tintamarre conférence interprovincial et territoriale à Québec	5 personnes
18/11/2014	Manifestation déménagement à Ottawa	18 personnes
03/12/2014	Manifestation hôpital Notre-Dame à Montréal	3 personnes
09/12/2014	Manifestation d'appui à Montréal-Nord	2 personnes
22/01/2015	Caravane pour l'avenir d'Accèslogis	6 personnes
21/03/2015	Manifestation prébudgétaire à Québec	12 personnes



Manifestation du 14/05/2014



Manifestation du 14/05/2014



Action du 16/06/2014

AUTRES MANIFESTATIONS

02/10/2014	Marche des parapluies de Centraide lancement de la campagne	6 personnes
20/10/2014	Manifestation Coalition Main Rouge	15 personnes
31/10/2014	Manifestation Coalition Main Rouge	6 personnes
17/11/2014	Action pour un financement action communautaire	3 personnes
29/11/2014	Manifestation refusons l'austérité	17 personnes
08/12/2014	Tintamarre financement défense collective des droits	5 personnes
12/12/2014	Tintamarre contre l'austérité	4 personnes
03/02/2015	Manifestation contre l'austérité	8 personnes
23/02/2015	Manifestation Coalition Main Rouge	5 personnes

APPUIS

LE COMITÉ A APPUYÉ :



Tintamarre du 12/12/2014



Marche Centraide 02/10/2014

27/05/2014	Demande de maintien et de rehaussement du financement des organismes de défense collective des droits - RODCD
10/06/2014	Processus du Forum social mondial 2016 au Québec
23/09/2014	La mise en place d'un plan d'action interministériel en itinérance et le maintien de l'approche généraliste et communautaire du financement fédéral en itinérance - RSIQ
30/09/2014	Pour un réel accès à la justice à la Régie du logement - Coalition Régie du logement
01/12/2014	Demande de modification du code de construction pour respecter les besoins d'accessibilité des personnes ayant des limitations – COPHAN
10/12/2014	Pour des ondes radiophoniques saines, exemptes de discours haineux et discriminatoires - Coalition pour la justice sociale de Québec & Chaudière-Appalaches
06/01/2015	Demande d'émission d'un PSL d'urgence pour une famille de sept enfants évincée et à risque d'itinérance - Logemen'occupe
28/01/2015	Demande de transparence et d'indépendance du Bureau des enquêtes indépendantes sur la police - LDL
24/02/2015	Sauvegarde du domaine public/communautaire/institutionnel des 5 sites hospitaliers dits excédentaires reliés à la construction du CHUM et du CUSM - Coalition sauvons les 5 sites Hospitaliers
26/02/2015	Demande de financement à la mission du RCLALQ – RCLALQ
10/03/2015	Demandes d'investissements dans les régions du Québec ciblés sur les axes de la Politique nationale de lutte à l'itinérance – RSIQ
26/03/2015	Déclaration pour le droit de manifester à Québec - Collectif anonyme

LE COMITÉ A DÉNONCÉ :

20/05/2014	L'arrestation et la détention de 250 militantEs contre le Traité de libre échange commercial transatlantique en Belgique – NoVox
28/05/2014	Les menaces d'expulsion des groupes d'éducation populaire de l'InterCEP – InterCEP
06/2014	Les politiques d'austérité et les coupes à l'aide sociale - ODAS-Montréal
12/01/2015	L'annonce de l'arrêt de livraison du courrier à domicile et l'absence de consultation publique par Poste Canada
24/02/2015	Le travail précaire - Coalition contre le travail précaire
24/02/2015	L'assimilation de tous les OSBL à des lobbyistes - Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
12/03/2015	Les coupes à l'aide sociale - Pour un Québec sans pauvreté
26/03/2015	La fermeture du bureau de la Régie du logement à Lévis - ACEF Rive-Sud

- Comité des partenaires : 6 rencontres
- Comité des résidents : 3 rencontres
- Gestion du projet : 6 rencontres

VIE ASSOCIATIVE

LES MEMBRES

Au 31 mars 2015, le Comité compte 501 membres en règle : 348 réguliers et 153 sympathisantEs.

89 personnes ont adhéré au Comité au cours de l'année 2014-2015.

339 membres ont une requête active pour un logement social dans Rosemont.

70 membres ont participé à l'assemblée générale annuelle tenue le 17 juin 2014.



Assemblée générale des membres 2014



MilitantEs prêtEs à l'action

ACCUEIL DES NOUVEAUX ET NOUVELLES MEMBRES

Un atelier d'accueil et d'intégration des nouveaux et nouvelles membres a été élaboré. Sa mise en place est prévue à l'automne 2015.

COMMUNICATIONS

Nous avons commencé à faire l'envoi d'invitations et de rappels d'activités par courriel aux membres internautes. *Le Baux Fixes* a aussi été envoyé à deux reprises par courriel à une cinquantaine de membres. Les autres ont décidé de conserver la voie téléphonique et la poste pour recevoir les communications du Comité.



Bénévoles, envoi postal du Baux Fixes

LES MILITANTES ET LES BÉNÉVOLES

RECONNAISSANCE

Au cours de l'année 2014-2015, une cinquantaine de membres ont contribué de manière exceptionnelle aux actions, activités et réalisations du Comité logement Rosemont. Grâce à cette participation individuelle et collective, le Comité s'est démarqué pour la défense des droits des locataires, pour le développement du logement social, la lutte à la pauvreté et la promotion des droits sociaux. Afin de souligner cet apport, nous les avons conviés à une soirée de reconnaissance des bénévoles et militantEs en juin 2014. Un merci particulier aux équipes qui ont assuré les appels téléphoniques, les envois postaux, la préparation de la soupe. Un merci également aux militantEs qui ont manifesté, qui ont participé aux AG et qui se sont impliqués dans les différentes campagnes auxquelles le comité a pris part. Un merci aux membres du Conseil d'administration.

ENGAGEMENT

Le Comité avait convenu de faciliter la participation des membres aux activités et mobilisations en offrant de la nourriture, les déplacements et le gardiennage. À plusieurs occasions, les militantEs ont partagé un repas ou une collation au retour d'une manif ou avant une rencontre de travail. Les billets d'autobus ont été distribués à ceux et celles qui se sont renduEs aux actions ou activités à l'extérieur de nos bureaux.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

ASSEMBLÉE LOGEMENT

L'assemblée logement est une activité de vie associative très appréciée des membres, et ce, depuis pratiquement la création de l'organisme, il y a plus de 35 ans. Cette activité a lieu le dernier jeudi de chaque mois. Après avoir partagé la soupe préparée par des bénévoles dévoués à la cause du droit au logement, un temps est consacré à l'éducation populaire autour d'enjeux de défense des droits et de luttes sociales. Il y a également un temps de mobilisation des membres pour les actions collectives à venir. Un sujet différent est présenté chaque mois et les membres ont l'occasion de s'exprimer et de poser des gestes concrets. Cette année, l'activité de mars qui s'intégrait dans le mois de la nutrition a pris la forme d'une assemblée publique, ouverte à toute la population du quartier.



Équipe de la soupe



Fête de fin d'année 2014



Assemblée logement

24/04/2014	Relâche pour la Manifestation de la journée nationale des locataires qui s'est tenue à Rosemont	45 personnes
29/05/2014	Évaluation de l'année et discussion sur l'autofinancement de l'organisme	53 personnes
25/09/2014	Lancement des activités et présentation du plan d'action	56 personnes
30/10/2014	Trouver des moyens de faire autrement en période de coupures et d'austérité ; atelier anti-austérité	55 personnes
27/11/2014	La responsabilité du fédéral dans le logement social	52 personnes
11/12/2014	La fête de fin d'année	60 personnes
29/01/2015	Présentation de la campagne du RCLACQ « Assez d'être mal-logé.e.s »	44 personnes
26/02/2015	Présentation de la campagne du FRAPPRU « Le logement, un droit »	48 personnes
26/03/2015	«la transformation du quartier et de la sécurité alimentaire»	58 personnes
30/04/2015	Une grève en milieu communautaire pour un rehaussement du financement	51 personnes

LES TABLES DES REQUÉRANTES

La TDR est la rencontre de vie associative qui se tient le deuxième mardi du mois en soirée. Les membres requérantEs qui désirent être informéEs sur les enjeux du logement social sont invitéEs à y participer. Les campagnes et actions de nos regroupements nationaux pour le droit au logement y sont présentées en détail. C'est un moment important pour la mobilisation des membres! Le Comité profite également de ce moment



pour communiquer de l'information au sujet des projets de logement social en développement dans le quartier. Cette année le Projet Pélican a occupé beaucoup d'espace lors de l'animation de la soirée. À deux reprises, en novembre et en février, la TDR a accueilli la formatrice de BSQ affectée à ce projet. Elle est venue nous présenter les grandes lignes du processus de sélection des futurEs locataires de ce projet de logement communautaire.

Les thèmes traités

08/04/2014	Retour sur la campagne électorale au Québec, Protection parc logement locatif, Journée des locataires, Projet Pélican
13/05/2014	Campagne prébudgétaire face à Québec, Des sites à Montréal pour le logement social, Projet Pélican
14/10/2014	Enjeux au fédéral commission Godbout, Manifestation contre l'austérité, Le Pélican
11/11/2014	Enjeux au fédéral, Manifestation contre l'austérité sélection, Projet Pélican
10/02/2015	Enjeux au fédéral, Manifestation contre l'austérité sélection, Projet Pélican
10/03/2015	Nouvelles d'AccèsLogis, Manifestation du 21 mars à Québec, Camp du FRAPRU grève du communautaire, Projet Pélican

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cette année, les réunions du conseil étaient particulièrement animées avec des échanges soutenus sur les enjeux du droit au logement et des luttes sociales. L'engagement des membres s'est avéré significatif lors de réunions pour donner les orientations à l'équipe de travail en ce qui concerne le plan d'action, mais aussi dans la participation aux activités de l'organisme. Deux membres ont suivi la formation sur les rôles et responsabilités des administrateurs et administratrices.



Conseil d'administration 2014-2015

Le Conseil s'est réuni à 11 reprises et, bien qu'il y ait régulièrement une ou deux absences motivées, le quorum a toujours été respecté. Cette année, le financement a constitué une priorité avec l'annonce de la baisse de la contribution de Centraide, la réduction du protocole du SACAIS et les rumeurs sur la contribution au Secteur de la SHQ. Deux nouvelles demandes de financement ont été déposées en vue d'obtenir un budget équilibré.

Des membres du CA accompagnés de militantEs ont participé à la rencontre remue-méninges sur les revenus autonomes de l'organisme afin d'apporter de nouvelles propositions en ce qui concerne les dons et les cotisations. Ces idées seront présentées à la prochaine assemblée générale.

Le conseil d'administration est composé de 7 membres votant et la coordonnatrice est également présente :

- Mireille Jalbert : administratrice, issue de l'équipe salariée
- Monique Morin : secrétaire
- Francis Lapierre : vice-président
- Caroline Magnier : présidente
- Margot Olivera : administratrice
- Sheya Toualy : administratrice
- Serge Leclerc : trésorier

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Les personnes à l'emploi du Comité, comme salariées ou stagiaires, sont en première ligne. Elles contribuent, de façon remarquable, à réaliser les mandats qui leur sont confiés. À l'automne, il y a toujours l'arrivée de nouvelles ressources avec l'intégration des stagiaires en Droit de l'UDM et en Travail Social de l'UQAM. Le poste à l'accueil est également comblé en début d'automne. Cette année, nous avons retrouvé notre collègue Éric Locas après une année d'absence. La cohésion et la gestion participative sont rendues possibles par la tenue des réunions d'équipe : 19 rencontres régulières, une journée de bilan-planification et une soirée avec les membres du CA.

L'ENSEMBLE DE L'ÉQUIPE :

- Martine Poitras, coordonnatrice;
- Sébastien Laliberté, organisateur communautaire
- Mireille Jalbert, organisatrice communautaire;
- Éric Locas, responsable du service aux locataires, de retour depuis août 2014;
- Guillaume Loiseau-Boudreau, responsable du service aux locataires, d'avril à août 2014;
- Baudouin Kutuka, agent de milieu au projet Sur la Main, a quitté en décembre 2014;
- Nathalie Parent, agente à l'accueil, d'octobre 2014 à juin 2015
- Margot Olivera, agente à l'accueil, d'avril à mai 2014
- Marie-Ève Melanson, emploi d'été à l'organisation communautaire;
- Charles-Hugo Desroches, stagiaire en travail social de l'UQAM
- Alex Charbonneau-Corbeil, stagiaire en droit de l'Université de Montréal
- Vincent Gingras, stagiaire en droit de l'Université de Montréal
- Xinjia Wang, stagiaire en droit de l'Université de Montréal



Équipe de travail 2014-2015



Nathalie Parent

Chaque membre de l'équipe est responsable de travailler, en collaboration avec les membres, à la mise en oeuvre du plan d'action. En effet, le FAIRE AVEC et l'empowerment sont à la base des actions. Les moments particulièrement remarquables :

- La campagne sur la protection de logements locatifs avec la stagiaire Marie-Ève;
- le projet de recherche et de consultation populaire de la Priorité logement;
- l'organisation de la Fête de fin d'année;
- la campagne sur les reprises et évictions.

ANNEXE SIGLES ET ACRONYMES

ACEF	Association coopérative d'économie familiale de Québec
AGA	Assemblée générale annuelle
ALVO	Association des locataires du village olympique
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
BSQ	Bâtir son quartier
CA	Conseil d'administration
CDC	Corporation de développement communautaire
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
COPHAN	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
CUSM	Centre universitaire de santé de McGill
DRE	Décider Rosemont ensemble
FRAPRU	Front d'action populaire pour le réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
HLM	Habitations à loyer modique
LDL	Ligue des droits et libertés
OBNL	Organisme à but non lucratif
OSBL	Organisme sans but lucratif
PL	Priorité logement
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
RODCD	Regroupement des organismes en défense collective des droits
RPP	Rosemont-La Petite-Patrie
RSIQ	Réseau solidarité itinérance du Québec
SACAI	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SDA	Société de développement Angus
SHDM	Société d'habitation et de développement de Montréal
SHQ	Société d'habitation du Québec
TDR	Table des requérants
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire
UDM	Université de Montréal
UQAM	Université du Québec à Montréal



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT